

NOTES CRITIQUES

BALUTEAU François (1999). – *Les savoirs au collège*. Paris : PUF, 317 p.

L'ouvrage de François Baluteau se donne pour objectif d'analyser les différentes cultures à l'œuvre au collège et les contradictions qu'elles impliquent en termes de construction des savoirs à enseigner (et c'est là l'originalité essentielle du livre). Il s'agit donc de comprendre comment sont conçus les programmes, par qui et selon quelles logiques, le pluriel s'avérant ici essentiel. Le credo de F. Baluteau consiste à dire qu'on ne peut pas s'intéresser aux grands enjeux de l'école (la démocratisation, l'égalité des chances, etc.) sans se demander ce que ces enjeux deviennent une fois passés à la moulinette des savoirs. Certes, l'opacité de la classe rend impassible une connaissance de ce qui est réellement enseigné, mais cela plaide d'autant plus en faveur d'une étude de ce qui s'approche un peu plus facilement : les textes. C'est donc à une analyse des textes que se livre F. Baluteau, non seulement les « officiels », ceux des réformes, des circulaires et autres textes de programme, mais aussi les textes critiques, les pamphlets, et ces objets hybrides que sont les « grands rapports » qui ponctuent régulièrement l'histoire des querelles éducatives.

L'auteur trace alors les grandes lignes de l'évolution du savoir en analysant le passage d'un humanisme pétri de tradition et de culture, visant à dégager une élite de bon aloi, à une culture scientifique et technique soucieuse d'efficacité, de rentabilité et de démocratisation. « Du dire bien au dire vrai », résume-t-il. Et encore le vrai n'est-il plus que relatif, jaugé à l'aune de son contexte et de son efficacité. La culture scientifique et technique encourage l'innovation, l'adaptation, la nouveauté au détriment du sentiment de permanence de l'humanisme. On reproche aux lycéens leur utilitarisme, mais c'est bien le savoir lui-même (ou du moins le rapport de l'institution à ce savoir) qui devient utilitaire, puisqu'il ne s'enseigne plus pour lui-même. De nouveaux enseignements font leur apparition (arts et éducation physique, mais aussi méthodologie) correspondant à de nouveaux enjeux exprimés en termes d'épanouissement, de bien-être et de souci d'une formation rationnelle de l'esprit. Enfin, une nouvelle éducation à la citoyenneté vient combler le vide laissé par l'abandon

de l'humanisme et de son versant moraliste. En l'occurrence, les contradictions amènent à devoir tout inventer : si le bien n'est plus enseigné par la tradition mais construit à partir de la réalité, il faut bien mettre cette réalité à l'épreuve, ce que l'actuelle « démocratie à vide » (p. 277) ne permet pas.

F. Baluteau met ainsi en lumière l'accumulation, l'empilement pourrait-on dire, d'exigences successives, dont aucune ne devient caduque et dont la multiplicité devient ingérable. De l'identité nationale à la nécessité de prendre en compte la réalité locale, de l'élitisme à la massification/démocratisation, de la tradition au respect des valeurs propres à la jeunesse, de la culture savante à la culture vivante, rien n'est abandonné. Il ne s'agit donc « pas forcément [de] renoncer aux principes républicains, mais plus largement [de] les réinterpréter selon de nouvelles données » (p. 296). Comme l'a souligné J. Beillerot (1998) de son côté, on se met alors d'accord sur des assertions minimales (telles « il faut plus d'éducation ») qui jouent le rôle de mythes, mais ces assertions sont issues de tant de logiques différentes qu'elles n'apportent guère de réponses concrètes en termes de savoirs à enseigner. Plus d'éducation, d'accord, mais au nom de quoi ? C'est alors à la réalité qu'il faut, selon l'auteur, faire confiance. S'inscrivant dans un courant d'analyse sociologique qui essaie de montrer comment les acteurs/trices « s'arrangent » avec les différents ordres de justification ayant cours (voir par exemple les travaux de L. Boltanski et L. Thévenot et, pour l'éducation, du Groupe d'Études Sociologiques), F. Baluteau postule que les compromis ne résultent pas seulement des rapports de force entre groupes sociaux, comme le veut une certaine sociologie, mais peuvent s'entendre en termes de rationalité. À condition de ne jamais s'enfermer dans une seule dimension de justification, ce sont, finalement, les décisions « les moins mauvaises » qui sont prises au terme d'un processus complexe et constamment rejoué. « Le matériau de la réalité sociale sur la scène publique est avant tout rationnel. » (p. 301)

Mais une telle approche ne permet pas de comprendre comment, sur le terrain, les acteurs/trices se débrouillent avec ces multiples contradictions. La confiance en un débat public mené au niveau national semble bien optimiste lorsque l'on sait les difficultés auxquelles ces croisements de justifications les mènent. En faisant l'impasse sur la dimension psychique (et c'est une remarque de fond que l'on peut adresser à cette sociologie), on ne peut en saisir le coût réel pour l'individu, ni les moyens réellement efficaces pour que s'élaborent, au plus près des difficultés, des solutions collectives prenant réellement en compte les individus. C'est pourquoi, cela gagne à être confronté à d'autres travaux, s'inscrivant notamment dans un courant sociopsychanalytique : P. Ranjard (1984 et 1997) montre par exemple les angoisses psychiques auxquelles mènent les contraintes institutionnelles, tandis que j'ai, pour ma part, (1999, à paraître) souligné la distance qui sépare la description-papier des dispositifs de leur réalité en termes de formation des élèves. On voit alors que travailler non plus seulement sur les rationalités mais aussi sur les angoisses permet de dépasser

les non-dits des compromis et d'aboutir plus facilement à un accord authentique, satisfaisant pour tous/tes, au lieu d'un bricolage obtenu à la longue porce qu'il faut bien vivre ensemble. C'est une dimension qui, sans nier l'intérêt évident du travail de F. Baluteau, vient le compléter avec bonheur.

Enfin, il faut souligner, dans cet ouvrage qui constitue une excellente synthèse des débats en cours, la mesure et le souci de prendre en compte les différents points de vue. Clair, agréable à lire, il ne s'obscurcit pas de ces soi-disant évidences qui réservent si souvent la compréhension du propos aux seuls/es initiés/es : la pensée de Durkheim sera, par exemple évoquée en quelques phrases, mais surtout, il sera précisé que 1969 est une date de réédition. Ce qui pourrait sembler un détail dérisoire montre en réalité que l'auteur a le souci de mettre en acte ce qu'il décrit, à savoir que c'est au cœur même des savoirs et de leur façon de se dire que s'incarnent les débats. Accessoirement, cela en fait un ouvrage éminemment recommandable aux étudiants/es et à tout/e lecteur/trice soucieux/se de comprendre à travers l'histoire les enjeux de l'école d'aujourd'hui.

Françoise HATCHUEL
Université Paris X-Nanterre

JACQUET-FRANCILLON François (1999). – *Instituteurs avant la République*. Lille : Presses Universitaires du Septentrion, 318 pages.

Ce livre mérite de retenir l'attention à plus d'un titre : il porte sur une période méconnue et sur un thème trop souvent négligé (la profession et la constitution du corps des enseignants du primaire) ; il explicite clairement ses objectifs et ses a priori théoriques ou méthodologiques.

165

Son premier objectif est d'« examiner les conjonctures de rapports dans lesquelles la profession d'instituteur advient à la durée et à l'efficacité » ; son second objectif est de tenir véritablement compte de la « double distinction historique entre d'une part la ville et la campagne, et d'autre part l'élite et la masse, étant entendu que l'élite est évidemment postée dans les grandes villes, tandis que la masse des instituteurs travaille le plus souvent dans les campagnes ».

Le propos de François Jacquet-Francillon est moins de saisir l'instituteur dans son exercice professionnel que dans son « existence professionnelle » (c'est-à-dire la somme des expériences que la corporation accomplit quand elle s'inscrit dans des rapports avec des personnes, des institutions et toute la société proche ou lointaine). Ces rapports ne sont pas seulement subis : il s'agit aussi de les affronter voire de les transformer. C'est ainsi que la corporation élabore des formes d'identité, de représentation de soi et d'affirmation de soi. « Pour faire l'histoire de l'existence professionnelle des instituteurs – ajoute François Jacquet-Francillon – il faut donc suivre leur